



2 October 2020

## ENGLISH

To the attention of the UN Human Rights Treaty Bodies and the Human Rights Treaties Branch of the OHCHR

We, the undersigned civil society organisations, write to you concerning the functioning of the UN Treaty Bodies during the COVID-19 pandemic. This pandemic has had a disproportionate impact on the work of the Treaty Bodies, with the postponement, cancellation and scaling-down of nearly all sessions scheduled for 2020. Since July 2020, most of the Treaty Bodies have met virtually and limited their activities, rescheduling all the reviews of states parties planned. The effects of the pandemic have been exacerbated by the financial crisis that the OHCHR and the UN are undergoing. This is an unprecedented situation which requires exceptional efforts from all stakeholders to overcome it. Appreciating the significant efforts of Treaty Body members to continue many activities, we remain concerned that the challenges and constraints analyzed very well by the Treaty Bodies' Working Group on COVID-19 still apply.

The 28th August letter of the High Commissioner to Member States recommended that all sessions until the end of the year will take place online, while some will be cancelled. Although we understand that the current situation has created enormous challenges, we are seriously concerned by the increasing backlog and protection gap due to the fact that the Treaty Bodies are not reviewing States. We are also concerned that there is lack of clarity as to what work they will be able to carry out in the coming months.

We urge the Treaty Bodies and their Secretariats to schedule State reviews no later than 2021, and OHCHR to prioritise resources and tools for this. We recommend anticipating risks and possible scenarios with clear mitigation and contingency plans that are public and proactively communicated to civil society. Should the pandemic further prevent the scheduling of physical sessions of the Treaty Bodies in 2021, we consider that a pragmatic approach should be taken which allows online State reviews on a temporary and exceptional basis.

Learning from the experiences of the past months, the Treaty Bodies should define the conditions for online State reviews and be supported by the OHCHR and the other UN departments accordingly to allow such reviews to take place online or in a hybrid mode. Moreover the webcast is essential in the specific context of online public sessions and must be reliable.

Predictability, transparency, inclusivity, and accessibility are essential conditions to enable the full participation of civil society, and all stakeholders, in the work of the Treaty Bodies, in particular if online reviews are organised. Civil society organisations require advance notice of the up-coming work of the Treaty Bodies, to enable them to undertake human rights monitoring, prepare alternative reports, plan briefings and raise the funds to undertake this work. In addition, sufficient time allocation and technical requirements, including accessibility for persons with disabilities relying on screen readers and sign language, and availability of good quality audio for interpreters, should be ensured for online private briefings with members of civil society organisations.

Given the plethora of human rights restrictions and violations arising from the responses to the COVID-19 pandemic, it is crucial for rights-holders that the Treaty Bodies, who are the only independent and expert monitors of the legally binding human rights treaties, are able to fulfill their mandates and independently assess states' compliance. In fact, the relevance of the Treaty Bodies is at stake, if they are not able to continue to perform their fundamental mandate in the midst of a human rights crisis.

Sincerely yours,

## FRANCAIS

À l'attention des Organes de Traités sur les Droits de l'Homme des Nations Unies et de la Division des Traités des Droits de l'Homme du HCDH

Nous, les organisations de la société civile soussignées, vous écrivons au sujet du fonctionnement des Organes de Traités des Nations Unies durant la pandémie de la COVID-19. Cette pandémie a eu un impact disproportionné sur le travail des Organes de Traités, avec le report, l'annulation et la réduction de presque toutes les sessions prévues pour 2020. Depuis juillet 2020, la plupart des Organes de Traités se sont réunis virtuellement et ont limité leurs activités, reprogrammant tous les examens des États parties prévus. Les effets de la pandémie ont été exacerbés par la crise financière que traversent le HCDH et l'ONU. Il s'agit d'une situation sans précédent qui exige des efforts exceptionnels de la part de toutes les parties prenantes pour la surmonter. Appréciant les efforts importants des membres des Organes de Traités pour poursuivre de nombreuses activités, nous restons préoccupés par le fait que les défis et les contraintes, parfaitement analysés par le groupe de travail des Organes de Traités sur la COVID-19, s'appliquent toujours.

La lettre du 28 août de la Haute Commissaire aux États Membres a recommandé que toutes les sessions jusqu'à la fin de l'année se déroulent en ligne, tandis que certaines seront annulées. Bien que nous comprenions que la situation actuelle a créé d'énormes défis, nous sommes sérieusement préoccupés par l'augmentation du retard et des lacunes en matière de protection dû au fait que les Organes de Traités ne procèdent pas à l'examen des États. Nous sommes également préoccupés par le manque de clarté quant au travail qu'ils pourront accomplir dans les mois à venir.

Nous exhortons les Organes de Traités et leurs Secrétariats à programmer les examens des États au plus tard en 2021, et le HCDH à donner la priorité aux ressources et aux outils nécessaires à cette fin. Nous recommandons d'anticiper les risques et les scénarios possibles avec des plans d'atténuation et d'urgence clairs qui soient publics et communiqués de manière proactive à la société civile. Si la pandémie devait encore empêcher la programmation de sessions physiques des Organes de Traités en 2021, nous considérons qu'il faudrait adopter une approche pragmatique permettant des examens en ligne des États à titre temporaire et exceptionnel.

En tirant les leçons des expériences des derniers mois, les Organes de Traités devraient définir les conditions des examens en ligne des États et être soutenus par le HCDH et les autres départements des Nations unies pour permettre à ces examens d'avoir lieu en ligne ou en mode hybride. En outre, le webcast est essentiel dans le contexte spécifique des sessions publiques en ligne et doit être fiable.

La prévisibilité, la transparence, l'inclusion et l'accessibilité sont des conditions essentielles pour permettre la pleine participation de la société civile et de toutes les parties prenantes aux travaux des Organes de Traités, en particulier si des examens en ligne sont organisés. Les organisations de la société civile doivent être informées à l'avance des travaux à venir des Organes de Traités, afin de leur permettre d'assurer la surveillance des droits de l'homme, de préparer des rapports alternatifs, de planifier des réunions d'information et de réunir les fonds nécessaires à ces activités. De plus, il convient de garantir pour les briefings privés en ligne avec les membres des organisations de la société civile l'allocation du temps nécessaire et le respect d'exigences techniques, notamment l'accessibilité pour les personnes handicapées qui dépendent des lecteurs d'écran et de la langue des signes, ainsi que la disponibilité d'un son de bonne qualité pour les interprètes.

Compte tenu de la multitude de restrictions et de violations des droits de l'homme découlant des réponses à la pandémie de la COVID-19, il est crucial pour les détenteurs de droits, que les Organes de Traités - qui sont les seuls mécanismes d'experts indépendants chargés de contrôler l'application des traités juridiquement contraignants en matière de droits de l'homme -

soient en mesure de remplir leur mandat et d'évaluer de manière indépendante le respect de ces traités par les États. En fait, la pertinence des Organes de Traités est en jeu s'ils ne sont pas en mesure de continuer à remplir leur mandat fondamental alors que sévit une crise des droits de l'homme.

Sincèrement vôtre,

## ESPAÑOL

A la atención de los Órganos de Tratados de Derechos Humanos de la ONU y la Subdivisión de Tratados de Derechos Humanos de la ACNUDH

Nosotrxs, las organizaciones de la sociedad civil abajo firmantes, les escribimos en relación al funcionamiento de los Órganos de Tratados de la ONU durante la pandemia de COVID-19. Esta pandemia ha tenido un impacto desproporcionado en el trabajo de los Órganos de Tratados, con el aplazamiento, cancelación y reducción de casi todas las sesiones programadas para 2020. Desde julio de 2020, la mayoría de los Órganos de Tratados se han reunido virtualmente y limitado sus actividades, reprogramando todas las revisiones de los Estados Partes previstas. Los efectos de la pandemia se han visto exacerbados por la crisis financiera por la que atraviesan la OACNUDH y la ONU. Esta es una situación sin precedentes que requiere esfuerzos excepcionales de todas las partes interesadas para superarla. Apreciando los importantes esfuerzos de lxs miembrxs de los Órganos de Tratados para continuar muchas actividades, nos sigue preocupando que los desafíos y limitaciones analizados por el Grupo de Trabajo de los Órganos de Tratados sobre COVID-19 todavía sigan vigentes.

La carta del 28 de agosto de la Alta Comisionada a los Estados Miembros recomendó que todas las sesiones hasta fin de año se lleven a cabo en línea, mientras que algunas se cancelen. Si bien entendemos que la situación actual ha creado enormes desafíos, estamos seriamente preocupadxs por el creciente retraso y la brecha de protección debido al hecho de que los Órganos de Tratados no están revisando a los Estados. También nos preocupa la falta de claridad sobre qué trabajo podrán realizar en los próximos meses.

Instamos a los Órganos de Tratados y sus Secretarías a programar revisiones de los Estados a más tardar en 2021, y a la OACNUDH a priorizar los recursos y herramientas para esto. Recomendamos anticipar riesgos y posibles escenarios con planes claros de mitigación y contingencia que sean públicos y se comuniquen de manera proactiva a la sociedad civil. En caso de que la pandemia impida aún más la programación de sesiones presenciales de los Órganos de Tratados en 2021, consideramos que debe adoptarse un enfoque pragmático que permita las revisiones de los Estados en línea de forma temporal y excepcional.

Aprendiendo de las experiencias de estos últimos meses, los Órganos de Tratados deberían definir las condiciones para las revisiones de Estados en línea y ser apoyados por la OACNUDH y los demás departamentos de las Naciones Unidas en consecuencia para permitir que dichas revisiones se realicen en línea o en modo híbrido. Además, la transmisión por Internet es esencial en el contexto específico de las sesiones públicas en línea y debe ser confiable.

La previsibilidad, la transparencia, la inclusión y la accesibilidad son condiciones esenciales para permitir la plena participación de la sociedad civil y de todas las partes interesadas en el trabajo de los Órganos de Tratados, en particular si se organizan revisiones en línea. Las organizaciones de la sociedad civil requieren que se les avise con anticipación sobre la próxima labor de los Órganos de Tratados, a fin de que puedan llevar a cabo un seguimiento de los derechos humanos, preparar informes alternativos, planificar sesiones informativas y recaudar fondos para realizar esta labor. Adicionalmente, para las reuniones informativas privadas llevadas a cabo en línea con miembrxs de organizaciones de la sociedad civil, se debe garantizar la asignación de tiempo suficiente y los requisitos técnicos, incluida la accesibilidad para las personas con discapacidad que dependan de lectores de pantalla y lenguaje de señas, y la disponibilidad de audio de buena calidad para lxs intérpretxs.

Dada la plétora de restricciones y violaciones de derechos humanos que surgen de las respuestas a la pandemia de COVID-19, es crucial para lxs titularxs de derechos que los Órganos de Tratados, que son los únicos órganos de monitoreo independientes y expertos en los tratados de derechos humanos jurídicamente vinculantes, puedan cumplir con sus mandatos y evaluar de forma independiente el cumplimiento de los estados. De hecho, la relevancia de los

órganos creados en virtud de tratados está en juego si no pueden seguir cumpliendo su mandato fundamental en medio de una crisis de derechos humanos.

Muy atentamente,

## ПО-РУССКИ

Текст письма

К вниманию договорных органов ООН в области прав человека и Отделения договоров по правам человека УВКПЧ

Мы, нижеподписавшиеся организации гражданского общества, пишем вам по вопросу, касающемуся функционирования договорных органов ООН во время пандемии КОВИД-19. Эта пандемия оказала несоразмерное воздействие на работу договорных органов, приведя к отсрочке, отмене или сворачиванию практически всех сессий, запланированных на 2020 год. С июля 2020 года, большинство договорных органов проводило встречи в виртуальном формате и ограничило свою деятельность, перенеся рассмотрение всех запланированных страновых докладов. Последствия пандемии были усугублены финансовым кризисом, через который проходит УВКПЧ и ООН. Это - беспрецедентная ситуация, преодоление которой требует исключительных усилий всех заинтересованных сторон. Признавая значительные усилия членов договорных органов по продолжению большей части работы, мы остаемся обеспокоенными тем, что вызовы и ограничения, тщательно проанализированные Рабочей группой договорных органов по КОВИД-19, все еще применяются.

Письмо Верховного комиссара в адрес Государств-Участников от 28 августа рекомендовало, чтобы все сессии до конца года прошли онлайн, а некоторые - отменены. Хотя мы понимаем, что текущая ситуация создала огромные трудности, мы серьезно обеспокоены отставанием и пробелами в защите в силу того факта, что договорные органы не рассматривают страновые доклады. Мы также обеспокоены недостатком ясности в вопросе того, какую деятельность они смогут осуществлять в ближайшие месяцы.

Мы призываем договорные органы и секретариаты запланировать рассмотрение докладов государств на время не позднее 2021 года, и УВКПЧ приоритизировать для этого ресурсы и инструменты. Мы рекомендуем осуществить прогнозирование рисков и возможных сценариев с ясными планами по смягчению последствий и планами действий в чрезвычайных ситуациях, являющимися публичными и проактивно коммуницируемыми гражданскому обществу. В случае, если пандемия и далее предотвратит планирование физических сессий договорных органов в 2021 году, мы считаем, что должен быть принят прагматичный подход, позволяющий рассмотрение страновых докладов онлайн на временной и исключительной основе.

Учитывая опыт последних месяцев, договорные органы должны определить условия для рассмотрения докладов государств в формате онлайн и должны получить соответствующую поддержку со стороны УВКПЧ и других отделов ООН с тем, чтобы сделать возможным такое рассмотрение докладов в формате онлайн или в гибридной форме. Более того, существенным в специфическом контексте онлайн сессий является вебкаст, который должен быть надежным.

Предсказуемость, прозрачность, инклюзивность и доступность являются существенными условиями для того, чтобы обеспечить полное участие гражданского общества, как и всех заинтересованных сторон, в работе договорных органов, особенно в случае рассмотрения страновых докладов онлайн. Организациям гражданского общества требуется предварительное уведомление о предстоящей деятельности договорных органов для того, чтобы позволить им осуществлять мониторинг соблюдения прав человека, готовить альтернативные отчеты, планировать брифинги и находить финансирование для этой работы. Дополнительно, для частных онлайн брифингов с членами организаций гражданского общества должны быть обеспечены достаточные время и технические средства, включая доступность для людей с инвалидностью, которые полагаются на средства для чтения с экрана и жестовый язык, и доступность качественного аудио для переводчиков.

Учитывая изобилие ограничений и нарушений прав человека, возникающих из ответов на пандемию КОВИД-19, для носителей прав является ключевым то, что договорные органы, которые являются единственными независимыми и экспертными мониторами юридически обязательных договоров в области прав человека, имеют возможность выполнять свои мандаты и независимо оценивать соблюдение государствами своих обязательств. Фактически, на карту поставлена сама актуальность договорных органов, если они не смогут продолжать выполнение свой основополагающий мандат посреди кризиса в области прав человека.

Искренне ваши,



## List of signatories

1. A 11 - Initiative for Economic and Social Rights
  2. Abdorrahman Boroumand Center for Human Rights in Iran
  3. Abdoul Razak Oumarou Magagi
  4. Abolition Institute
  5. ACADHOSHA (Action des Chrétiens Activistes des Droits de l'Homme à Shabunda)
  6. ACAT Germany (Action by Christians for the Abolition of Torture)
  7. ACAT Italia
  8. ACAT-Switzerland
  9. Action by Christians for the Abolition of Torture (ACAT-Liberia)
  10. Action Canada for Sexual Health and Rights
  11. Action on Smoking and Health
  12. ACU
  13. Addameer Prisoner Support and Human Rights Association
  14. ADESPROC LIBERTAD
  15. AEJTCI
  16. African Centre for Democracy and Human Rights Studies
  17. AID CHILDREN WITH DISABILITY ASSOCIATION (ACDA)
  18. Al Mezan Centre for Human Rights
  19. Al-Haq
  20. Albanian Coalition for Education
  21. Albinism Society of Eswatini
  22. AlertaVenezuela
  23. All Human Rights for All in IRAN
  24. All Okinawa Council for Human Rights
  25. All Survivors Project
  26. Alliance against Racial Profiling
  27. Alliance for the Rights of the Child
  28. Almen Modstand
  29. American Civil Liberties Union (ACLU)
  30. Americans for Democracy & Human Rights in Bahrain
  31. Amnesty International
  32. Anti-Discrimination Centre Memorial
  33. Anti-Slavery International
  34. APC
  35. APDET-DEI TCHAD (Association pour la Protection des Droits des Enfants au Tchad-Défense des Enfants international Tchad)
  36. APFDC-BENIN
  37. Ararteko (Ombudsman of the Basque Country-Spain)
  38. ARC International
  39. ARCH Disability Law Centre
  40. Article 12 in Scotland
  41. Asia Indigenous Peoples Pact (AIPP)
  42. Asia Pacific Human Rights Information Center (HURIGHTS OSAKA)
  43. Asia Pacific Transgender Network (APTAN)
  44. Asian Legal Resource Centre (ALRC)
  45. Asociacion Azul
  46. Asociación Civil Equidad LGBTI
- Serbia  
United States  
Niger  
United States  
République Dém. du Congo  
Germany  
Italy  
Switzerland  
Liberia  
Canada  
United States  
Australia  
Palestine  
Bolivia  
Côte d'Ivoire  
Gambia  
Laos  
Palestine  
Palestine  
Albania  
Eswatini  
Venezuela  
Austria  
Japan  
Liechtenstein  
Switzerland  
Czechia  
Denmark  
United States  
United States  
Global  
Belgium  
United Kingdom  
Argentina  
Tchad  
Bénin  
Spain (Basque Country)  
Global  
Canada  
United Kingdom  
Thailand  
Japan  
Thailand  
Hong Kong  
Argentina  
Bolivia

47. Asociación Civil por la Igualdad y la Justicia	Argentina
48. Asociación Interamericana para la Defensa del Ambiente (AIDA)	Regional Organization
49. Asociación para una Ciudadanía Participativa (ACI PARTICIPA)	Honduras
	République Démocratique du Congo
50. Association des Jeunes Futures Cadres du Pays ( AJEFUCAP) en sigle	Portugal
51. Associação de Mulheres contra a Violência	Mauritanie
52. Association "Paix"pour la lutte contre la contrainte et l'injustice	GABON
53. ASSOCIATION ARC EN CIEL	République Dém. du Congo
54. ASSOCIATION DES JEUNES FUTURES CADRES DU PAYS( AJEFUCAP) en sigle	Mauritanie
55. Association du Developpement et de la promotion de Droit de l Homme	North Macedonia
56. Association for Emancipation, Solidarity and equality of Women- ESE	Global
57. Association for Progressive Communications (APC)	Mauritanie
58. Association Mauritanienne pour la Promotion des Droits de l'homme AMPDH	Mauritanie
59. Association pour la défense des droits de la femme mauritanienne	Switzerland
60. Association pour la prévention de la torture (APT)	République du Congo
61. Association pour les Droits de l'Homme et l'Univers Carcéral(ADHUC)	République Dém. du Congo
62. Assemblée nationale/ République Démocratique du Congo	Serbia
63. ASTRA-Antitracking action	Venezuela
64. Aula Abierta	Switzerland
65. Autistic Minority International	Belgique
66. Avocats Sans Frontières	Global
67. AWID	United Kingdom
68. AyeRight	Bangladesh
69. Bangladesh SCM	India
70. Banglar Manabadhikar Suraksha Mancha (MASUM)	Nigeria
71. BAOBAB for Women's Human Rights	Belarus
72. Belarusian Helsinki Committee	Germany
73. BLUE 21 / Unfairtobacco	Canada
74. British Columbia Aboriginal Network on Disability Society	Switzerland
75. Cairo Institute for Human Rights Studies	Venezuela
76. Caleidoscopio Humano	Cambodia
77. Cambodia Children And Young People Movement For Child Right(CCYMCR)	Cambodia
78. Cambodian Center for Human Rights	Canada
79. Canadian Autism Spectrum Disorder Alliance	Canada
80. Carleton University	Bolivia
81. Casa de la Mujer	Bolivia
82. Católicas por el Derecho a Decidir/Bolivia	Philippines
83. CBCP National Secretariat for Social Action	Venezuela
84. Cendif-Universidad Metropolitana	Denmark
85. Center for Danish-Muslim Relations (CEDAR)	Global
86. Center for International Environmental Law (CIEL)	Regional Organization
87. Center for Justice and International Law	Republic of Korea
88. Center for Military Human Rights Korea	United States
89. Center for Pan-African Affairs	Georgia
90. Center for Participation and Development	Switzerland
91. Center for Reproductive Rights	Finland
92. Central Union for Child Welfare (Lastensuojelun Keskusliitto)	Burkina Faso
93. Centre d'information et de formation en matière de droits humains en Afrique	

94. Centre for Child Law	South Africa
95. Centre for Civil and Political Rights	Switzerland
96. Centre for Peace Studies	Croatia
97. Centre for the Development of Democracy and Human Rights	Russia
98. Centre for Youth and Children's Affairs (CEYCA)	Malawi
99. Centre International de Conseil, de Recherche et d'Expertise en Droits de l'Homme (CICREDHO)	Switzerland
100. Centre Suisse pour la Défense des Droits des Migrants (CSDM)	Switzerland
101. Centro de Derechos Humanos Fray Bartolomé de Las Casas, A.C.	México
102. Centro de Derechos Humanos Fray Matías de Córdova A.C.	México
103. Centro de Derechos Humanos Paso del Norte	Mexico
104. Centro de Estudios Legales y Sociales	Argentina
105. Centro de Prevención, Tratamiento y Rehabilitación de las Víctimas de la Tortura y sus Familiares (CPTRT)	Honduras
106. Centro Juana Azurduy	Bolivia
107. Centro para los Defensores y la Justicia (CDJ)	Venezuela
108. Changement Social Bénin	Bénin
109. Child Monks Project (alternative report submission from private party)	Canada
110. Child Protection Alliance	The Gambia
111. Child Rights Centre	Serbia
112. Child Rights Centre Albania	Albania
113. Child Rights Coalition Cambodia (CRC-Cambodia)	Cambodia
114. Child Rights Connect	Global
115. Child Rights Information Centre (CRIC)	Moldova
116. Child Rights International Network - CRIN	United Kingdom
117. Child Rights Network Switzerland	Switzerland
118. Children First Canada	Canada
119. Children in Wales	Wales (UK)
120. Children's Law Centre (Northern Ireland)	N Ireland
121. Children's Parliament Scotland	Scotland
122. Children's Rights Alliance	Ireland
123. Children's Rights Alliance Aotearoa New Zealand	New Zealand
124. Children's Rights Alliance for England, part of Just for Kids Law	England
125. Children's Health & Human Rights Partnership	Canada
126. Children's Rights Centre Cape Breton University	Canada
127. Chinese & Southeast Asian Legal Clinic	Canada
128. CHOICE for Youth and Sexuality	The Netherlands
129. Christian Solidarity Worldwide (CSW)	United Kingdom
130. CIES Salud Sexual Salud Reproductiva	Bolivia
131. Civil Society Coalition on the Convention on the Rights of the Child	Philippines
132. Civil Society Human Rights Advocacy Platform OF Liberia	Liberia
133. CLADEM Bolivia	Bolivia
134. CLADHO	Rwanda
135. Coalición Boliviana de Colectivos LGBTI	Bolivia
136. COALICION CONTRA LA VINCULACION DE NIÑOS, NIÑAS Y JOVENES AL CONFLICTO ARMADO EN COLOMBIA (COALICO)	Colombia
137. Coalition Togolaise des Défenseurs des Droits Humains (CTDDH)	Togo
138. COC Netherlands	The Netherlands
139. COCADE	Cameroon
140. Colectivo de Derechos Humanos Nicaragua Nunca Más	Costa Rica
141. Colectivo tlgb	Bolivia

142. Colectivo TLGB Tarija	Bolivia
143. Colombian Commission of Jurists	Colombia
144. COLTE/CDE	Guinea
145. Combite pour la Paix et le développement	Haïti
146. Comisión de Derechos Humanos de la Facultad de Ciencias Jurídicas y Políticas de la Universidad del Zulia	Venezuela
147. Comisión Mexicana de Defensa y Promoción de los Derechos Humanos	México
148. Comissão Nacional para os Direitos Humanos e a Cidadania - CNDHC	Cabo Verde
149. Comitato per la promozione e protezione dei diritti umani	Italy
150. Comité de los Derechos del Niño del Uruguay CDNU	Uruguay
151. Comunidad de Derechos Humanos	Bolivia
152. Congrès Mondial Amazigh	Tamazgha, région Afrique du nord
153. Consejo Superior de la Empresa Privada (COSEP)	Nicaragua
154. Consorcio para el Diálogo Parlamentario y la Equidad Oaxaca A.C.	México
155. Construisons Ensemble le Monde	DRC
156. Coordinadora de Derechos Humanos del Paraguay (CODEHUPY)	Paraguay
157. Coordinadora Institucional de Promoción por los Derechos de la Niñez CIPRODENI	Guatemala
158. Coordinadora por los Derechos de la Infancia y la Adolescencia de Paraguay - CDIA	Paraguay
159. Coordinated Organizations and Communities for Roma Human Rights in Greece (SOKADRE)	Greece
160. Coordination des Associations et des Particuliers pour la Liberté de Conscience	France
161. Coordination des ONG pour les droits de l'enfant	Belgique
162. Corporación Humanas	Chile
163. Corporación OPCION	Chile
164. Cotidiano Mujer	Uruguay
165. COVIRE	Mauritanie
166. Cross Cultural Foundation, Thailand	Thailand
167. CSO "La Strada-Ukraine"	Ukraine
168. DeafBlind Ontario Services	Canada
169. Defence for Children International	Palestine
170. Defensa de Niñas y Niños - Internacional, DNI Costa Rica	Costa Rica
171. Defensa de niñas y niños internacional DNI-Colombia	Colombia
172. Défense des enfants International Belgique	Belgium
173. Defiende Venezuela	Venezuela
174. Dementia Alliance International	Global
175. Derechos en Accion	Bolivia
176. Destination Justice	France
177. Developmental Action without Borders/Naba'a	Lebanon
178. DEVELOPMENTAL ACTION WITHOUT BORDERS NABAA	Lebanon
179. Diakonia	Bolivia
180. Diverse Voices and Action (DIVA) for Equality	Fiji
181. Documenta - Center for Dealing with the Past	Croatia
182. Dominicans for Justice and Peace	Switzerland
183. Down Syndrome International	United Kingdom
184. DPI Women's Network Japan!	Japan
185. DRA Berlin	Germany
186. Due Process of Law Foundation - DPLF	Regional Organization

187. Dutch NGO Coalition for Children's Rights	The Netherlands
188. Earthjustice	United States
189. Eastern Caribbean Alliance for Diversity and Equality	Saint Lucia
190. ECOM - Eurasian Coalition on Health, Rights, Gender and Sexual Diversity	Estonia
191. ECPAT Belgium	Belgium
192. ECPAT Child Alert NZ	New Zealand
193. ECPAT International	Thailand
194. ECPAT Norway	Norway
195. ECPAT Philippines, Inc.	Philippines
196. Egyptian Foundation for Advancement of the Childhood Conditions	Egypt
197. EMISCO	France
198. Enhedslisten Antiracist Group Aarhus	Denmark
199. Enhedslistens Antiracistiske Udvalg	Denmark
200. Ensemble contre la peine de mort (ECPM)	France
201. Equality Myanmar	Myanmar
202. Eurochild	Belgium
203. European Disability Forum	Belgium
204. European Roma Rights Centre	Belgium
205. EUROPEAN YOZGAT FEDERATION AYF	France
206. EXCUBITUS Derechos Humanos en Educación	Venezuela
207. Federación Nacional de Personas con Discapacidad	Panamá
208. Federatie Antilliaanse Jeugdzorg / Antillean Federation for Youth Care	Curacao / Kingdom of the Netherlands
209. FEMED EURO-MEDITERRANEAN FEDERATION AGAINST ENFORCED DISAPPEARANCES	France
210. FIAN Belgium	Belgium
211. FIAN Burkina Faso	Burkina Faso
212. FIAN Colombia	Colombia
213. FIAN Germany	Germany
214. FIAN INDIA	India
215. FIAN International	Global (Geneva Office)
216. FIAN México	México
217. FIAN Portugal	Portugal
218. FIAN Sri Lanka	Sri Lanka
219. FIAN Switzerland for the Right to Food	Switzerland
220. FIAN Uganda	Uganda
221. Fondation Pain d'espoir	Haïti
222. Foreningen Norges Døvblinde (FNDB)	Norway
223. Forum for Human Rights	Czechia
224. Forum Menschenrechte e.V	Germany
225. FRANCISCANS INTERNATIONAL	Global
226. FRI - The Norwegian Organisation for Sexual and Gender Diversity	Norway
227. FUNCAMAMA	Venezuela
228. Fundacion Aguaclara	Venezuela
229. Fundación Comunidad Esperanza y Justicia Internacional (FUNCEJI)	Dominican Republic
230. Fundación CONSTRUIR	Bolivia
231. Fundacion Educacion Y Cooperacion - Educo (Philippines)	Philippines
232. FUNDACION PLURALES	Argentina
233. G.Men.V. Tarija - Organización de Hombres Gay de Tarija - Bolivia	Bolivia
234. Génération Justice	Haiti

235. Geneva for Human Rights - Global Training (GHR))	Switzerland
236. Gerard Noodt Foundation FoRB	The Netherlands
237. GIN-SSOGIE	South Africa
238. Global Campaign for Equal Nationality Rights	Global / Secretariat - United States
239. Global Detention Project	Switzerland
240. Global Initiative for Economic, Social and Cultural Rights	Global
241. Global Network of Sex Work Projects	Scotland UK
242. Greek Helsinki Monitor	Greece
243. Groupe FIAN-Haiti	Haiti
244. Grupo de Iniciativa Nacional por los Derechos del Niño-GIN	Perú
245. Gulf Centre for Human Rights (MENA region)	MENA Region
246. Halley Movement	Mauritius
247. Harm Reduction International	United Kingdom
248. Helsinki Citizens' Assembly - Vanadzor	Armenia
249. Hiroshima Network for the Solution of the Japanese Military "Comfort" Women Issue	Japan
250. Hope For Children CRC Policy Center	Cyprus
251. House of Sharing/Museum of Military Sexual Slavery by Japan	Republic of Korea
252. HPLGBT	Ukraine
253. Human Constanta	Belarus
254. Human Dignity	France
255. ๓Human Rights and Development Foundation	Thailand
256. Human Rights and Gender Justice Clinic, CUNY School of Law	United States
257. Human Rights Center of Azerbaijan	Azerbaijan
258. Human Rights Consortium	Northern Ireland
259. Human Rights Defenders Network-SL	Sierra Leone
260. Human Rights Foundation of Aotearoa New Zealand	New Zealand
261. Human Rights House Crimea	Ukraine
262. Human Rights House Foundation	Noray
263. Human Rights House Zagreb	Croatia
264. Human Rights in China	United States
265. Human Rights Institute of South Africa	South Africa
266. Human Rights Matter e.V.	Germany
267. Human Rights Now	Japan
268. Human Rights Space	Vietnam
269. Human Rights Watch	Switzerland
270. Humanist Union of Greece	Greece
271. Humanists International	United Kingdom
272. Humanium	Switzerland
273. humanrights.ch	Switzerland
274. Humsn Rights Alert	India
275. Hungarian Helsinki Committee	Hungary
276. I(dh)eas, Litigio Estratégico en Derechos Humanos A.C.	México
277. ICEVI LATINOAMÉRICA	Argentina
278. Ihmisoikeusliitto - The Finnish League for Human Rights	Finland
279. ILGA World	Switzerland
280. ILGA-Europe	Belgium
281. lmya bibliothèque	Gabon
282. Inclusion Finland, KVTL	Finland

283. Inclusive Development International	United States
284. Independent Human Rights Investigators	Liberia
285. Independent Living Canada	Canada
286. Indigenous Peoples Rights International	Philippines (Global organization)
287. Indonesian Mental Health Association	Indonesia
288. Iniciativa Mesoamericana de Mujeres Defensoras de Derechos Humanos	Mesoamérica
289. Initiative for Social and Economic Rights	Uganda
290. İnsan Hakları Derneği / Human Rights Association [IHD]	Türkiye
291. Institut des Médias pour la Démocratie et les Droits de l'Homme (IM2DH)	Togo
292. Institute of Child Protection Studies	Australia
293. INT'L SOCIAL SERVICE	Switzerland
294. Intact Denmark	Denmark
295. InterAction - Association Suisse pour les Intersexes	Switzerland
296. International Association for Religious Freedom	The Netherlands
297. International Catholic Child Bureau	Switzerland
298. International Centre for Ethnic Studies, Sri Lanka	Sri Lanka
299. International Civil Society Action Network (ICAN)	United States
300. International Commission of Jurists	Switzerland
301. International Council of Women	Switzerland
302. International Dalit Solidarity Network	Denmark
303. International Disability Alliance (IDA)	Global
304. International Federation for Human Rights (FIDH)	Global (HQ in France)
305. International Federation of ACAT (FIACAT)	France
306. International Federation of Hard of Hearing People	Canada
307. International Foster Care Organisation (IFCO)	United Kingdom
308. International Institute on Race, Equality and Human Rights (Race and Equality)	Switzerland
309. International Movement Against All Forms of Discrimination and Racism (IMADR)	Japan
310. International Network of People who Use Drugs (INPUD)	United Kingdom
311. International Partnership for Human Rights (IPHR)	Belgium
312. International Women Fund Azerbaijan	Azerbaijan
313. Intersex Belgium	Belgium
314. Ipas	United States
315. Ipas Bolivia	Bolivia
316. Iraqi Al-Amal Association	Iraq
317. ISHR	Switzerland
318. Jacob Blaustein Institute for the Advancement of Human Rights	United States
319. JANANEETHI	India
320. Japan Disability Forum	Japan
321. Japan Federation of Publishing Workers' Union	Japan
322. Japan National Group of Mentally Disabled People	Japan
323. Japan NGO Network for CEDAW	Japan
324. Japan NGO Network for the Elimination of Racial Discrimination (ERD Net)	Japan
325. Japan Women's Action for Optional Protocol to CEDAW	Japan
326. Japan's Military Sexual Slaves Problem Committee of Church of Christ in Japan	Japan
327. Japanese Association of International Women's Rights (JAIWR)	Japan
328. Japanese Workers' Committee for Human Rights	Japan
329. Josie Guo	Canada

330. Journey of the Heart Ministries	United States
331. Just Fair	United Kingdom
332. Just Planet	Global (Geneva HQ)
333. Justice for Girls	Canada
334. Juvenile Justice Advocates International	Mexico
335. Karapatan Alliance Philippines	Philippines
336. Kazakhstan Feminist Initiative 'Feminita'	Kazakhstan
337. Kazakhstan International Bureau for Human Rights and the Rule of Law	Kazakhstan
338. Kehitysvammaliitto ry	Finland
339. Kok.team z.s.	Kazakhstan
340. KOURAJ	Haiti
341. La Voix des Sans Voix pour les Droits de l'Homme (VSV)	République Dém. du Congo
342. LakanBini Advocates Pilipinas	Philippines
343. LatinoJustice PRLDEF	United States
344. Lawyers for Human Rights	Ethiopia
345. Lawyers' Rights Watch Canada	Canada
346. Legal Awareness Watch (LAW)	Pakistan
347. Legal Information Centre for Human Rights	Estonia
348. Libereco Partnership of Human Rights	Germany
349. Ligue tunisienne des droits de l'homme	Tunisia
350. Little Hands	Japan
351. Living Association	Thailand
352. Lokataru Indonesia	Indonesia
353. Lokshakti Abhiyan	India
354. Maat for Peace, Development and Human Rights	Egypt
355. MANARA Network	Lebanon and Arab League
356. MANODIVERSA	Bolivia
357. masa.media	Kazakhstan
358. medical action group	Philippines
359. MENA Rights Group	Switzerland
360. Mental health and human rights info	Norway
361. Mental Illness Awareness Support Association	Malaysia
362. Mieli Finnish Mental Health	Finland
363. Migrant-Rights.org	GCC States
364. Migration Développement	Sénégal
365. Miguel Agustín Pro Juárez Human Rights Center (Center Prodh)	Mexico
366. MINBYUN - Lawyers for a Democratic Society	Republic of Korea
367. Minority Rights Group - Greece	Greece
368. Minority Rights Group International	United Kingdom
369. Moldovan Institute for Human Rights (IDOM)	Republic of Moldova
370. Monitor Social A.C.	Venezuela
371. Monitoring Working Group of ESCR-Net, representing 39 civil society organisations (full list here <a href="https://www.escr-net.org/members">https://www.escr-net.org/members</a> )	Global
372. Movimiento Autónomo de Mujeres (MAM)	Nicaragua
373. Muritanie Min Nejejitta	United States
374. Musawah	Global
375. National Coalition for the Implementation of the UN-Convention on the Rights of the Child in Austria	Austria



376.National Coalition Germany - Network for the Implementation of the UN Convention on the Rights of the Child	Germany
377.National Secular Society	United Kingdom
378.National Youth Council Austria (Bundes Jugend Vertretung)	Austria
379.Natural Resource Women Platform	Liberia
380.Nederlands Juristen Comité voor de Mensenrechten (NJCM)	The Netherlands
381.Netherlands Helsinki Committee	The Netherlands
382.NGO COALITION FOR FREE EXPRESSION & OPEN INFORMATION IN JAPAN (NCFOJ)	Japan
383.NGO Coalition on Child Rights (NGO CCR)	Malawi
384.NGO Platform for Human Rights Switzerland	Switzerland
385.Noor Jung Shah	Nepal
386.Nuremberg Human Rights Centre	Germany
387.Observatori DESC	Spain
388.Observatorio del Sur OBSUR	Uruguay
389.Odhikar	Bangladesh
390.ODRI Intersectional rights	Perú
391.Ombudsman for Children	Croatia
392.ONG Centro de Fomento a las Iniciativas Economicas (FIE)	Bolivia
393.ONG CINTRAS, CENTRO DE SALUD MENTAL Y DERECHOS HUMANOS	Chile
394.ONG SAMBA MWANAS	Gabon
395.ONG UNION FAIT LA FORCE	Bénin
396.Open Doors International	United Kingdom
397.ORE Organización de Apoyo Legal y Social	Bolivia
398.organisation contre la torture etunisie	Tunisia
399.OutRight Action International	United States
400.Oxfam GB	Rwanda
401.Pacific Women's Watch	New Zealand
402.Pakistan Fisherfolk Forum	Pakistan
403.Peace Movement Aotearoa	New Zealand
404.People for Successful COrean REunification	South Korea
405.People's Plan Study Group	Japan
406.PF "Legal Policy Research Centre"	Kazakhstan
407.PF "Wings of Liberty" (Erkindik Qanaty in KZ)	Kazakhstan
408.Philippine Alliance of Human Rights Advocates (PAHRA)	Philippines
409.Pink human rights denfeder NGO	Armenia
410.Pioneer Filipino Transgender men Movement	Philippines
411.Pirurvik Preschool	Canada
412.Plan International	Switzerland
413.Ponimanie	Belarus
414.Portugal Unicef National Committee	Portugal
415.Positive Discipline in Everyday Life	Canada
416.Prison Fellowship- Liberia	Liberia
417.PROJEKT GRADANSKIH PRAVA SISAK	Hrvatska
418.Promo LEX Association	Republic of Moldova
419.Protection International Mesoamérica	Guatemala, Honduras, El Salvador, Nicaragua
420.Public Association "Dignity"	Kazakhstan
421.Public foundation "Ar.Rukh.Khak"	Kazakhstan
422.Public Foundation Notabene	Tajikistan
423.Public Initiatives Center	Azerbaijan

424. Public Verdict Foundation	Russia
425. Rafto Foundation for Human Rights	Norway
426. RCS - Red de Coaliciones Sur, por los derechos de la niñez y la adolescencia de Latinoamérica.	Latinoamerica
427. Real World, Real People NGO	Armenia
428. Red Internacional de Derechos Humanos (RIDH)	Global
429. Red Para la Infancia y la Adolescencia de El Salvador (RIA)	El Salvador
430. REDE DA CRIANÇA	Mozambique
431. REDHNNNA, Red por los Derechos Humanos de Niños, Niñas y Adolescentes	Venezuela
432. Reference-Haiti	Haiti
433. Refugee Rights Europe	Europe-wide
434. Refugees Welcome, Denmark	Denmark
435. Remte	Bolivia
436. Réseau International des Droits Humains RIDH	Switzerland
437. RFSL (The Swedish Federation for Lesbian, Gay, Bisexual, Transgender, Queer and Intersex Rights)	Sweden
438. Rick Hansen Foundation	Canada
439. Right to Education Initiative	United Kingdom
440. ROA/PRODAMC	Mauritania
441. Rural People's Sangam	India
442. Salam for Democracy and Human Rights	Bahrain
443. SAPI	Switzerland
444. Save the Children	Global
445. SCARJoV - Associação de Reintegração dos Jovens/Crianças na Vida Social	Angola
446. Secretariat of the Ukrainian Parliament Commissioner for Human Rights	Ukraine
447. Service droit des jeunes de Bruxelles	Belgique
448. Servicio Social Pasionista - SSPAS	El Salvador
449. Sexual Rights Initiative	Global
450. SIPAE - Sistema de Investigación de la Problemática Agraria del Ecuador	Ecuador
451. Sir Ian Hassall	New Zealand
452. Sisters' Arab Forum for Human Rights (SAF)	Egypt
453. Social Justice Women	South Africa
454. Sociedad Hominis Iura (SOHI)	Venezuela
455. Society for Abolishing the Family Registration System and Discriminations against Children Born out of Wedlock	Japan
456. SOHRAM-CASRA - Centre Action Sociale Réhabilitation et Réadaptation pour les Victimes de la Torture, de la guerre et de la violence	Türkiye
457. Solidarity Network with Migrants Japan	Japan
458. SOPROP	République Dém. du Congo
459. SOS Children's Villages International	Austria
460. SOS Children's Villages	Somalia
461. SOS Racisme Danmark	Denmark
462. SOS TORTURE BURUNDI	Burundi
463. SOS VIOLENCES SEXUELLES	Côte d'Ivoire
464. Sri Lanka Nature Group	Sri Lanka
465. Stichting NNID	The Netherlands
466. Stiftelsen Allmänna Barnhuset	Sverige
467. Swedish OSCE-network signs	Sweden
468. Swiss Peace Council / Schweizerischer Friedensrat, Zürich	Switzerland

469. Synergie des Femmes pour les victimes de violences sexuelles (SFVS)	République Démocratique du Congo
470. TAPOL	United Kingdom
471. Task Force Detainees of the Philippines (TFDP)	Philippines
472. Te Ngākau Kahukura	New Zealand
473. TEDIC	Paraguay
474. The Advocates for Human Rights	United States
475. The Association of the Survivors of Makobola Massacres ( ARMMK) Massacres ( ARMMK)	République Dém. du Congo
476. The Barys Zvoskau Belarusian human rights house	Lithuania
477. The Canada OPCAT Project	Canada
478. The Consortium for Street Children	United Kingdom
479. The Elizabeth Fry Society of Greater Vancouver	Canada
480. The Feminist Association Unioni	Finland
481. The Finnish Association of the Deaf	Finland
482. The Organization to Support the Lawsuits for Freedom of Education in Tokyo	Japan
483. The Public Committee Against Torture in Israel	Israel
484. Tibetan Centre for Human Rights and Democracy	India
485. Together (Scottish Alliance for Children's Rights)	United Kingdom
486. Transforming Communities for Inclusion of persons with psychosocial disabilities Asia Pacific (TCI Asia Pacific)	Regional organization- Asia Pacific region
487. Transgender Europe (TGEU)	Germany
488. Transvanilla Transgender Association	Hungary
489. Trasek ry	Finland
490. TRIAL International	Switzerland
491. Tusaidiane Disabilities Resources and Charity Organization of Tanzania (TDRCT)	Tanzania
492. Unang Hakbang Foundation Inc.	Philippines
493. UNDER THE SAME SUN	Tanzania
494. Unidad de Defensa Jurídica (UDJ)	Nicaragua
495. Unión Nacional de Instituciones para el Trabajo de Acción Social, UNITAS	Bolivia
496. Union Women Center Azerbaijan	Azerbaijan
497. United Belize Advocacy Movement	Belize
498. United for Iran	United States
499. Urgenda	The Netherlands
500. Urgent Action Fund for Women's Human Rights	United States
501. Uthema	Maldives
502. Validity Foundation - Mental Disability Advocacy Centre	Global
503. Vigilance for Democracy and the Civic State	Tunisia
504. VIS-Volontariato Internazionale per lo Sviluppo	Italy
505. Voces Ciudadanas	Perú
506. War Child Holland	Sri Lanka
507. Women Against Rape Inc.	Antigua
508. Women and Modern World Social Charitable Center	Azerbaijan
509. Women Rights Monitoring Groups of Human Rights Center of Azerbaijan	Azerbaijan
510. Women's Fund for Peace and Human Rights	Japan
511. Women's International League for Peace and Freedom (WILPF)	Global Switzerland
512. Women's Link Worldwide	Spain and Colombia
513. Women's Refugee Commission	Global
514. Women's All Points Bulletin, WAPB	United States

515. World Evangelical Alliance	Switzerland
516. World Organisation Against Torture (OMCT)	Switzerland
517. World Uyghur Congress	Allemagne
518. Yemeni NGOs Coalition For Child Rights Care	Yemen
519. Yes the National Network for Mental Health	Canada
520. ZMINA Human Rights Center	Ukraine
521. Коалиция НПО Казахстана против пыток	Kazakhstan
522. Общественное объединение "Кадыр-касиет"/Public association "Dignity"	Kazakhstan